



Pour découvrir
le monde et ses cultures

La République populaire de Chine, de 1949 à nos jours

Jean-Pierre Duteil

Professeur à l'université de Paris VIII

La proclamation de la république en 1949, en portant Mao Zedong à la présidence, ouvrait une ère nouvelle pour la Chine. Mobilisation politique et idéologique et reconstruction économique allaient bouleverser toutes les bases de la société chinoise. Réforme agraire, collectivisation, Grand Bond en avant, révolution culturelle, rivalités entre Pékin et Moscou, ont rythmé vingt-cinq années non seulement de l'histoire de la Chine mais de l'équilibre mondial. Le quart de siècle suivant verra la Chine s'ouvrir, non sans d'innombrables difficultés, à de nécessaires réformes économiques alors que sa jeunesse et certaines de ses élites tentent de faire évoluer la donne politique.

La fin de la deuxième guerre mondiale

La deuxième guerre mondiale a été très dure pour l'armée chinoise, qui perd quatre millions d'hommes, dont 1 300 000 tués au combat. Pourtant, Jiang Jieshi (Tchang Kaï Chek) obtient dès 1943 que la Chine soit présente à la Conférence du Caire ; mais communistes et nationalistes chinois s'affrontent après la reddition des troupes japonaises en août 1945. Pendant l'hiver 1948-1949, la bataille de Huaihai voit la défaite des nationalistes ; au cours de l'année 1949, le gouvernement du Guomindang perd successivement Pékin (21 janvier), Shanghai (25 mai) et Canton (15 octobre). Avant même cette dernière étape, le 1er octobre 1949, Mao Zedong a proclamé la République populaire de Chine à partir de la place Tian Anmen, à Pékin. Ce qui reste du Guomindang doit fuir avec Jiang Jieshi à Taïwan, que les Européens appellent toujours Formose. Depuis le début du conflit, Jiang Jieshi s'est rendu impopulaire : la population chinoise accuse les nationalistes d'avoir collaboré avec les Japonais. Cela ne correspond sans doute pas vraiment à la réalité mais le Guomindang a été souvent trop ambigu.

Les communistes se trouvent portés au pouvoir par la force des armes mais aussi parce qu'ils apparaissent comme seuls capables de moderniser en profondeur la société chinoise. Les territoires qu'ils contrôlent se trouvent essentiellement en Chine du Nord : la propriété paysanne y est très morcelée et il y a peu de grands propriétaires, ce qui facilite la poursuite de la réforme agraire commencée à Yan an. Au niveau des villes et de l'industrie, le modèle de référence est celui de l'URSS.

La Chine et le modèle soviétique, de 1949 à 1956

La reconstruction commence en 1949 autour d'un Parti communiste qui compte 4 500 000 membres et dont les plus influents ont déjà une audience internationale. Autour de Mao Zedong, à la fois président de la république et du parti et dont l'autorité est incontestée, Liu Shaoqi, Zhou Enlai et Chen Yun restent les plus connus. À la fin de l'année 1949, ils réunissent à Pékin une Conférence consultative du peuple chinois qui doit rétablir le fonctionnement de l'État, pratiquement interrompu par douze années de guerres étrangères et civiles.

Mao Zedong est né au Hunan en 1893 dans une famille de paysans aisés. Il fait des études à l'École normale et devient l'un des fondateurs du Parti communiste chinois. Il s'initie au syndicalisme, au journalisme politique, devient le responsable de l'Institut de formation des cadres paysans mis en place par le Guomindang en 1924 : il est convaincu du rôle capital des paysans et de l'armée dans le processus révolutionnaire. Il prend la direction du Parti communiste en 1935, à

l'occasion de la Longue Marche qui fait de lui un héros national. Après 1949, il est sans doute, parmi les dirigeants chinois, l'un des plus réticents vis-à-vis du système soviétique et des dangers de la bureaucratie. D'une manière générale, il se méfie des cadres administratifs.

Les réformes débutent en juin 1950 avec la loi sur la famille qui donne aux femmes l'égalité juridique ; en même temps, la loi agraire se trouve appliquée sur toute l'étendue du territoire. Elle suppose la confiscation des terres des grands domaines et leur redistribution à trois cents millions de paysans : lors de cette transformation des campagnes d'une ampleur gigantesque, près de la moitié des terres cultivables change de main. Cela ne se fait pas sans opposition de la part des possédants et la réforme agraire est assortie d'une répression sanglante : c'est le début des « camps de redressement » ou *laogai*. En 1951 et 1952 sont lancées des campagnes de propagande : les « Trois Contre », *sanfan*, contre la corruption et la bureaucratie ; et les « Cinq Contre », *wufan*, contre la fraude fiscale et la corruption. Dénonciations et autocritiques commencent à se multiplier.

En décembre 1949, la rencontre de Mao et Staline à Moscou est à l'origine d'un traité d'alliance et d'assistance mutuelle entre la Chine et l'URSS, signé en février 1950. La Chine ne se trouve plus isolée et entre dans le camp soviétique à peu près en même temps que les nombreux « pays de l'Est » européens. Elle participe à la défense de la Corée du Nord contre les Américains, qui la frappent d'embargo et lui font perdre son siège de membre permanent de l'ONU au profit de Taïwan. En dépit de la mort de Staline, le 5 mars 1953, la Chine utilise l'Union soviétique comme modèle de développement ; un premier plan quinquennal est lancé alors que le pays vient de retrouver son niveau de production de 1936. Une constitution de type soviétique est adoptée en septembre 1954.

C'est dans ce contexte qu'évolue la réforme agraire : un monopole étatique du commerce des céréales est instauré dans le but de préparer les paysans à la collectivisation. Les terres seront mises en commun au sein de coopératives de production instituées à partir de 1954 : 400 000 de ces coopératives regroupent déjà 15 % de la population à la fin de 1955. Mao décide d'accélérer le processus de manière à ce que 70 % des foyers paysans se trouvent en coopératives pour 1956. En ce qui concerne l'industrie, le secteur d'État est à l'origine du tiers de la production. Les commandes qu'il passe à la jeune industrie finissent par absorber l'ensemble de la production ; le secteur privé semble voué à disparaître et, au cours de l'année 1956, les grandes villes fêtent la fin du capitalisme.

Les problèmes semblent alors se poser plutôt sur le plan international. La Chine a en effet des problèmes de frontières : d'abord au niveau du Tibet, pratiquement indépendant depuis 1913. Les principaux temples, qui relèvent du panchen-lama, refusent tout moyen financier au gouvernement du treizième dalaï-lama. Les Chinois profitent du blocage de la situation pour occuper la région dès octobre 1950 et imposer le rétablissement de leur suzeraineté ; un semblant d'autonomie subsiste pourtant jusqu'en mars 1955, qui voit le Tibet devenir Région autonome. Par ailleurs, la frontière avec l'URSS se précise : de nombreux incidents avaient eu lieu au cours des XVIII^e et XIX^e siècles entre les deux empires et la situation n'était toujours pas très nette avant le deuxième conflit mondial. Désormais, le Turkestan oriental passe sous contrôle chinois, la Mongolie « extérieure » reste indépendante et les Soviétiques rendent Port-Arthur à la Chine. La seule ombre au tableau reste Taïwan, toujours dirigée par Jiang Jieshi, défendue par les États-Unis et destinée à demeurer en dehors de la République populaire.

Les bons rapports avec l'URSS se dégradent au cours de 1956. Lors du 20^e congrès du PCUS, Khrouchtchev dénonce les « erreurs » de Staline, et parle de coexistence pacifique avec le monde occidental. Ce discours est mal accepté à Pékin où Mao répond d'abord de manière nuancée, puis s'attache de plus en plus à défendre l'action de Staline. Il fait également une critique du modèle soviétique dans un texte d'avril 1956, les *Dix Grands Rapports* : en URSS, l'agriculture aurait été sacrifiée à l'industrie. Cette position ne fait toutefois pas l'unanimité et, en septembre 1956, lors du

8e congrès du Parti communiste chinois, des critiques voilées se font entendre vis-à-vis de Mao, émanant entre autres de Liu Shaoqi qui défend l'idée d'un assouplissement du collectivisme. Né en 1898, Liu Shaoqi a étudié à Moscou à partir de 1921, puis est devenu un militant clandestin du Parti dans les années 1930. En 1942, c'est lui qui invente la notion de « sinisation du marxisme », développée par Mao. Il semble qu'en 1957 il refuse surtout le culte de la personnalité que cultive ce dernier, ainsi qu'un certain manque de réalisme.

Mao contre-attaque en février 1957 et s'en prend à Liu Shaoqi en affirmant que le politique doit l'emporter sur l'économique. Il désigne des coupables : les nouveaux « mandarins rouges » dont les attitudes bureaucratiques et arrogantes sont des héritages du passé impérial. Sa véritable réponse, c'est la « campagne des Cent Fleurs » : orchestré en sous-main, le mouvement « populaire » dénonce le modèle soviétique et les privilégiés du régime. Le Parti communiste met fin à ce mouvement, qui cesse aussi vite qu'il a commencé, en juin 1957. Deng Xiaoping sanctionne les « fleurs vénéneuses » : un million de responsables dont le comportement est jugé « droitier ». Malgré tout, Mao obtient l'aide soviétique pour la fabrication de l'arme nucléaire à la fin de 1957 mais sa rencontre avec Khrouchtchev laisse percevoir des divergences de fond. Pour Mao, les forces révolutionnaires ont désormais quitté le prolétariat ouvrier et sont passées du côté de la paysannerie asiatique.

Le Parti communiste joue un rôle capital dans la société chinoise des années 1950 : avec 11 millions de membres, il impose ses principes à un pays qui compte alors 650 millions d'habitants et d'autant plus facilement que l'appareil d'État reste faible.

La réforme agraire

Dans les campagnes, qui regroupent 80 % de la population, les paysans travaillent désormais sur des terres collectives qui sont propriété de la coopérative agricole. Ils reçoivent des points de travail qu'ils échangent contre des denrées. Les fermes collectives, au nombre de 650 000, correspondent simplement aux anciens villages et ne sont réalisées que dans les dernières années de la décennie 1950-1960 ; ce système collectif laisse toutefois subsister le lopin de terre privé, d'un à deux hectares, dont le produit peut être vendu sur le marché libre du village. En 1957, la Chine produit 190 millions de tonnes de céréales, sur lesquelles l'État en prélève 50 de manière à assurer l'alimentation des villes. Les rendements restent faibles : moins de 10 quintaux de blé par hectare, 25 à 30 kg de riz paddy. Le gros problème de la société rurale est alors, comme dans beaucoup d'autres pays asiatiques, le loyer de la terre. Il est très élevé dans toutes les régions, correspondant à 25 % de la récolte sur les mauvaises terres, se situant en général autour de 50 % et pouvant aller jusqu'à 70 % de la récolte sur les terres les meilleures. Le propriétaire chinois loue généralement les champs nus, ne participant ni aux impôts ni à l'entretien des bâtiments et du matériel ; par ailleurs il fait également office de prêteur, pratiquant des taux usuraires. Lors de la « soudure », l'intérêt d'un prêt de grains pouvait atteindre 100 % sur deux ou trois mois.

La première réforme agraire, celle des années 1950, laisse subsister des inégalités considérables : elles concernent la taille des fermes, les droits de vente, achat ou location. Les dirigeants chinois mènent dans un premier temps une réforme fondée sur la propriété paysanne, qu'elle contribue à confirmer. Ils attendent que le développement de la mécanisation rende possible l'organisation de fermes collectives. Au total, 50 millions d'hectares sont répartis entre 300 millions de paysans qui n'avaient pas de terre auparavant ou très peu ; les instruments de production sont distribués également : dans les régions méridionales où dominent les rizières, un buffle pour quatre ou cinq familles est donné en même temps que la terre. Le nombre des exploitations, autour de 110 millions, soulève celui du morcellement : les paysans « moyens pauvres » constituent toujours 70 % de la population rurale des provinces du Nord et du Nord Est. Les paysans « riches » ne sont guère que 2 à 3 % des ruraux et cette dénomination recouvre des exploitants qui ne possèdent que deux hectares en moyenne...

Le paysage rural de la Chine est modifié en profondeur par la réforme agraire. Le remembrement

s'accompagne de la disparition des haies, de l'aménagement des chemins ruraux, parfois aussi de la disparition des tombes rurales. Les parcelles sont spécialisées, en fonction des conditions locales des sols et de la possibilité de disposer d'engrais. Mais l'aspect le plus visible, et sans doute le plus important au point de vue psychologique, a été la redistribution des maisons du village. La maison du grand propriétaire local, le plus souvent une grande ferme, a été le plus souvent réquisitionnée et utilisée comme local administratif, lieu de réunion, parfois dispensaire ou bureau de comptage des points de travail. Avec les fermes collectives apparaissent des bâtiments nouveaux : ateliers de réparations, garages de machines agricoles, cantines, silos, stations de pompage. En revanche, de nombreuses petites boutiques sont rendues inutiles par les coopératives de consommation.

Rares sont les témoins occidentaux qui ont décrit la Chine dans les années cinquante. Parmi eux, William Hinton est un Américain venu au Shanxi en 1947 à titre d'expert en machines agricoles, dans le cadre de l'aide fournie à la Chine après la deuxième guerre mondiale. Il découvre l'installation du communisme dans les campagnes chinoises dans un village où il s'installe, Fanshen, au sud du Shanxi. Son témoignage est publié sous le titre *Fanshen : a Documentary of Revolution in a Chinese village* ; il présente les réticences des paysans et la méthode utilisée par les communistes issus de l'armée de libération pour faire accepter les nouveautés.

En même temps, l'urbanisation et l'industrialisation se développent mais surtout au profit de l'industrie lourde, comme pour l'URSS. L'entreprise, unité de production, prend en charge toute l'existence de ses employés et, à ce niveau, le système chinois évoque davantage le modèle japonais de la même époque que le modèle soviétique. L'entreprise distribue des tickets de rationnement à titre de complément de salaire ; elle attribue les logements ; elle assure les retraites, assurances maladies, congés, et finance ou même construit écoles, crèches, magasins. Les quartiers sont gérés par des « comités de résidents » en liaison avec le comité local du Parti et la police ; ce sont ces comités de résidents qui mobilisent les gens lors des campagnes. En 1958, chaque citoyen se voit délivrer un document d'état civil, le « livret de résidence ».

La « Voie chinoise » vue par Mao Zedong, de 1958 à 1976

Dès l'hiver 1957-1958, Mao lance le « Grand Bond en avant » qui doit mobiliser la Chine rurale et présenter au monde un socialisme chinois supérieur à son homologue soviétique, considéré comme révisionniste.

La première commune populaire, créée au Henan, regroupe les paysans d'une centaine de coopératives, dans le but de réaliser de grands travaux d'irrigation. Pendant l'été 1958 a lieu la généralisation du système des communes populaires ou *Renmin gongshe*, qui deviennent 70 000, chacune regroupant 10 à 12 coopératives prenant alors le nom de « brigades ». Chaque commune compte à peu près 5 000 familles. Ce principe est destiné à devenir l'unité de base, autarcique, de la société. Les communes sont des unités de production à la fois agricoles et industrielles, comprenant des usines qui travaillent pour l'agriculture. Il n'y a plus de dissociation géographique entre agriculture et industrie.

La commune populaire présente d'importantes différences avec les coopératives socialistes. Elles sont d'une taille beaucoup plus grande et prennent également en charge des activités non agricoles ; sa direction est considérée comme un pouvoir d'État ; la distribution de la nourriture doit s'y faire en fonction des besoins – principe communiste –, et pas seulement en fonction du travail et du système des « points » ; enfin, les lopins privés disparaissent : toute la terre, y compris les arbres, est collectivisée. Seuls restent propriété privée quelques animaux.

La commune dispose des différents « services » : hôpital, écoles et collège, bataillon de la milice. Tout est placé sous l'autorité du comité local du Parti. Les paysans ne se contentent pas des travaux agricoles mais doivent œuvrer en priorité sur de grands chantiers d'intérêt général, barrages, canaux, routes, les techniques manuelles traditionnelles devant être rapidement relavées.

par des machines et des engins mécaniques dont l'acier sera fourni par les « petits hauts-fourneaux » édifiés dans les communes. Cependant les cadres administratifs, jugés ignorants des réalités populaires, sont envoyés dans les villages. Durant l'été 1958, Mao met en œuvre une sorte d'utopie à l'échelle d'un continent, dans un enthousiasme qui semble général. L'idée générale de Mao reposait sur le constat d'un sous-développement de la Chine au point de vue industriel. Ce sous-développement interdisait la mécanisation de l'agriculture et perpétuait le cycle des rendements faibles et de la famine. L'élévation de la production agricole devait se faire conjointement avec celle de l'industrie par le biais des communes populaires et des petits hauts fourneaux.

Mais dès l'automne apparaissent des signes inquiétants : retards au niveau de la moisson car les paysans absorbés par les chantiers ne peuvent rentrer les récoltes ; déceptions en ce qui concerne les petits hauts fourneaux, dont l'acier insuffisamment épuré est souvent inutilisable.

Les conséquences du Grand Bond ont d'abord été politiques : Mao préfère démissionner de la présidence de la République, laissant Liu Shaoqi se faire élire à sa place en 1959. Le plus haut responsable de l'armée, le maréchal Peng Dehuai, critique sévèrement l'aventurisme des responsables du Grand Bond. Mais Mao réussit à faire remplacer Peng par Lin Biao, et parle de relancer le Grand Bond. Les conséquences économiques de l'été 1958 interdisent provisoirement ce projet : au cours des années 1959, 1960 et 1961, la production de céréales diminue dans de dangereuses proportions : les chiffres de production antérieurs au Grand Bond ne seront retrouvés qu'en 1965. Dans l'intervalle, les campagnes sont frappées par la famine et vingt millions de paysans seraient morts de faim durant ces trois années. Cela amène l'État à remettre à l'ordre du jour les marchés libres et les lopins de terre particuliers, et à rétablir l'autorité des cadres dans les usines. Entre 1962 et 1964 a même lieu une première tentative de décollectivisation.

La croissance des villes est alors rapide : de grands complexes industriels sont édifiés entre 1950 et 1960, concernant surtout les dix plus grandes villes. Ces complexes, conjugués aux effets du Grand Bond, ont pour effet de porter la population urbaine à 20 % de la population totale. Par ailleurs, afin de faire mieux fonctionner les grands centres urbains, le périmètre municipal est élargi, incluant la ceinture maraîchère de façon à renforcer l'autonomie alimentaire des grandes villes. C'est ainsi que la superficie de Pékin quadruple lors du Grand Bond, en 1958. Les superficies bâties s'étendent, au sol comme en hauteur, mais les besoins sont tels qu'ils imposent une architecture utilitaire sans grâce. Par ailleurs, les emplacements résidentiels sont choisis en fonction des implantations industrielles et minières afin d'éviter les mouvements pendulaires de travail : en principe, aucun travailleur ne doit être éloigné de plus de 2 km de son usine.

Les questions économiques ont été momentanément éclipsées par les relations internationales et d'abord par la question du Tibet après le soulèvement de Lhassa en mars 1959. Le dalaï lama fuit en Inde où il reçoit un accueil triomphal. Sa présence dans ce pays pèse désormais sur les relations entre l'Inde et la Chine, qui construit une route stratégique du Xinjiang vers le Tibet. Les relations s'enveniment avec l'URSS également : la Chine n'accepte pas la rencontre entre Khrouchtchev et Eisenhower, en 1960 ; la coopération nucléaire est interrompue et Mao n'hésite pas à publier les divergences sino-soviétiques. Des incidents de frontière ont même lieu, en 1962, lorsque des Kazakhs décident de passer du territoire chinois au Kazakhstan soviétique. Cette même année 1962 voit la guerre contre l'Inde, dans l'Himalaya : la Chine victorieuse occupe les régions qu'elle estime attribuées de manière illégitime à l'Inde depuis 1914. Enfin, la rupture entre Chine et URSS semble consommée au cours des années 1963 et 1964, qui voit la Chine réaliser ses premiers essais nucléaires. Mao développe l'idée d'un tiers-monde révolutionnaire qui s'opposerait aux deux formes d'hégémonie, « ours polaire » soviétique et « tigre de papier » américain.

La révolution culturelle

Dès septembre 1962, Mao décide de relancer le mouvement révolutionnaire, provoquant d'abord

un mouvement de réflexion au sein du Comité central. Liu Shaoqi, Deng Xiaoping, Chen Yun insistent sur le rôle dirigeant du Parti et de son appareil. Mao préfère défendre l'armée populaire de libération et les communes. C'est alors qu'il lance l'idée de « révolution culturelle » : pour lui, les cadres de la République populaire deviennent eux-mêmes des bureaucrates qui oppriment le peuple s'ils ne sont pas soumis à la critique permanente des masses. Cet état de choses inévitable est imputable à l'héritage impérial et confucianiste, dont il faut faire table rase. C'est pourquoi Jiang Qing, l'épouse du président, commence la Révolution culturelle par la réforme de l'Opéra de Pékin, invité à supprimer son répertoire et ses costumes traditionnels comme autant de références aux empereurs, aux dieux, à Confucius, aux mandarins, à la toute-puissance des chefs de famille. En 1965 l'armée publie le petit livre rouge des *Citations du président Mao*, aphorismes ou textes tirés de ses écrits, de ses articles ou de ses discours et dont certains deviennent des slogans inlassablement répétés. La politisation de l'armée va jusqu'à la suppression des grades et elle passe en 1966 sous le contrôle de Lin Biao, chargé par Mao d'en faire une école de la révolution.

La révolution culturelle se situe dans le prolongement du Grand Bond mais l'échec de ce dernier a été patent dans le domaine rural. Désormais, Mao préfère laisser les campagnes à l'écart de ce mouvement encadré par l'armée et un corps de défenseurs, les Gardes rouges. Le Groupe central de la révolution culturelle, autour de Jiang Qing et Chen Beda, coordonne ce mouvement qui n'est spontané qu'en apparence. Il débute véritablement en juin 1966 dans les universités de Pékin, où des étudiants soi-disant « rebelles » accusent les dirigeants de constituer une nouvelle forme de bourgeoisie. Mao profite de la confusion pour écarter Liu Shaoqi, Chen Yun et Deng Xiaoping ; puis il fait adopter le 16 août une circulaire en seize points qui parle de la nécessité d'une nouvelle révolution, la révolution culturelle. Il passe en revue les « rebelles » rassemblés sur la place Tian Anmen, et ceux-ci prennent le nom de Gardes rouges. Ce sont pour la plupart des étudiants exaltés, parfois rejoints par des éléments troubles, ambitieux ou déclassés ; ils ont alors un pouvoir discrétionnaire : ils peuvent réquisitionner, perquisitionner, ils interrogent les « suspects » pour des motifs souvent futiles, les humilient, les torturent, parfois même les tuent. Le mouvement gagne les usines en décembre 1966 : les rebelles cherchent à opposer les ouvriers temporaires aux cadres et à l'aristocratie ouvrière. En 1967, la révolution culturelle atteint Shanghai où elle déclenche une série de grèves qui paralyse l'agglomération, et où est proclamée une « Commune de Shanghai » sur le modèle de la Commune de Paris. À Wuhan, les consulats de plusieurs puissances, dont l'Union soviétique et la Grande-Bretagne, sont assiégés, et l'ambiance est proche de la guerre civile.

Le ton des dirigeants évolue à l'automne 1967 : Jiang Qing dénonce des « gauchistes » parmi les Gardes rouges. Des comités révolutionnaires se mettent en place et réussissent à calmer les rebelles les plus exaltés ; les étudiants à leur tour sont envoyés dans les campagnes, et le mouvement des Gardes rouges touche à sa fin. Toutefois, Liu Shaoqi, considéré comme « droitier », est exclu du Parti en 1968 ; il meurt de mauvais traitements à la prison de Kaifeng en 1969, tandis que Lin Biao annonce la victoire de la Révolution culturelle. Une fois de plus, des incidents de frontière éclatent avec l'URSS, alors que Brejnev durcit sa position.

Le Parti communiste chinois : factions et successions

À cette époque, lors de son 10^e congrès, le Parti communiste chinois compte 22 millions de membres. Mais il est désormais divisé en factions que Mao, vieillissant, soutient tour à tour. Apparemment, c'est Lin Biao que l'on pense être le successeur désigné du Grand Timonier. Né en 1907, c'est un militaire de formation qui a contribué à mettre au point la guérilla révolutionnaire, avec Mao. Maréchal, il devient ministre de la Défense en 1959 : il contrôle désormais l'armée de libération et la rééducation des cadres du Parti. Mais les choses ne vont pas si bien entre lui et Mao, qui accepte malgré les conseils de Lin l'idée d'une rencontre officielle avec Richard Nixon, à Pékin. En 1970, Lin Biao et les responsables qui l'entourent sont discrédités, et Lin Biao s'enfuit vers l'URSS à bord d'un appareil qui s'écrase en Mongolie (septembre 1971). Reste une seconde faction, formée d'économistes pragmatiques, autour de Zhou Enlai. Leur idée est la relance de

l'économie en négociant avec l'étranger l'acquisition de nouvelles technologies : constructions mécaniques, électronique, industrie pharmaceutique. Parmi eux, Deng Xiaoping, rétabli dans ses fonctions au Comité central, réapparaît en 1973, alors que Zhou Enlai, Premier ministre, décide de relancer le programme de modernisation de 1964. Sur le plan international, la Chine n'est plus isolée : Nixon a accompli sa visite officielle en 1972 et le pays a repris son siège de membre permanent de l'ONU. En outre, le 24 avril 1970, la Chine a lancé son premier satellite artificiel, entièrement conçu et construit dans un pays que beaucoup estimaient « sous-développé » quelques années auparavant.

En fait, Mao favorise les idéologues : il provoque une campagne posthume contre Lin Biao, qui est accusé de sympathies pour la droite alors que cela ne correspond nullement à la réalité, et qui est assimilé aux héritiers de Confucius. Il profite de la relance de la campagne anti-droitière pour dénoncer les responsables locaux et provoquer une série de grèves, qui retardent les progrès économiques jusqu'en 1975. Le 10^e congrès du Parti a vu la promotion de la « Bande des Quatre », dominée par la personnalité de Jiang Qing, dont les campagnes idéologiques mettent en garde contre le rétablissement du capitalisme sous toutes ses formes. La Bande des Quatre utilise même le roman *Au Bord de l'Eau*, qui date du XVI^e siècle et met en scène les aventures picaresques de bandits d'honneur aux prises avec les mandarins locaux, pour critiquer l'action de Zhou Enlai et Deng Xiaoping. Quand Zhou Enlai meurt, en 1976, le ministre de l'Intérieur « maoïste » Hua Guofeng lui succède ; mais en avril, lors de la Fête des Morts, de nombreux habitants de Pékin viennent rendre un hommage solennel à Zhou Enlai. La popularité de ce dernier, né dans une famille de mandarins et ancien militant clandestin à Shanghai, est due au fait qu'il aurait conseillé la modération à Mao pendant la Révolution culturelle. Sa fidélité au Grand Timonier ne s'est en tout cas jamais démentie et il était également le dirigeant chinois le plus écouté à l'étranger.

L'action de la Bande des Quatre se poursuit malgré tout, et semble n'épargner personne : Jiang Qing réussit à obtenir la destitution de Deng Xiaoping, puis elle s'oppose même à Hua Guofeng après la mort de Mao Zedong, qui survient le 9 septembre 1976. La Bande des Quatre est finalement arrêtée tandis que Hua Guofeng devient président.

La Chine Populaire au-delà du maoïsme

Hua Guofeng se veut l'héritier de Mao, et son continuateur : il préside à la construction du mausolée place Tian Anmen et à l'édition des œuvres complètes du Grand Timonier. L'influence de Mao est perceptible également à travers le plan de grands travaux hydrauliques lancé en 1978, dans le but d'irriguer les plaines du nord à partir des eaux recueillies dans le bassin hydrographique du Yangzi. Mais il se heurte à des difficultés économiques récurrentes : les niveaux de production stagnent et on voit de nouveau rôder le spectre de la disette dans les provinces démunies de l'intérieur. Un certain nombre de responsables administratifs, proches de Deng Xiaoping, propose une libéralisation partielle de l'économie rurale, tandis que dans les villes se constituent des mouvements de « plaignants » : s'estimant injustement condamnés, des « droitiers » demandent la révision des procès qui les ont contraints à l'exil et la réintégration dans leurs postes d'origine. Ils obtiennent en novembre 1978 leur réhabilitation officielle.

À partir de là, toute une campagne dirigée contre les orientations politiques de Mao se développe à la fin du mois de novembre 1978. Chose alors surprenante, une manifestation favorable à la démocratie se déroule sur la place Tian Anmen. Ce mouvement profite à Deng Xiaoping, né au Sichuan 1904 dans une famille de propriétaires terriens et venu au communisme en France, qui l'emporte en décembre 1978. Il définit des orientations nouvelles : à la campagne, la notion de « responsabilités » signifie le début de la décollectivisation ; durant le « printemps de Pékin » de 1979, les journaux parallèles se multiplient, les débats concernant le maoïsme et ses excès sont à l'ordre du jour. Mais Deng Xiaoping a fixé clairement les limites à ne pas franchir : la démocratie ne peut être obtenue que sous la direction unique du Parti communiste chinois, à travers la

« dictature démocratique du peuple », le respect du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao, même si ce dernier a parfois commis des erreurs.

Deng Xiaoping s'appuie également sur deux événements importants : en 1980 et 1981, le procès dit « des complices de Lin Biao » et de la Bande des Quatre se transforme de manière indirecte en procès de Mao ; il se termine, en janvier, par la condamnation à mort de Jiang Qing, mais avec sursis. Elle se suicidera en prison dix ans plus tard. En 1981 également, le Comité central adopte une position nuancée à propos du Grand Timonier : ses mérites auraient été importants au début de la République populaire mais la Révolution culturelle, en revanche, a eu des conséquences désastreuses. Liu Shaoqi est réhabilité. Tout cela est entériné en 1982 par le 12^e congrès du Parti mais toute idée de pluralisme politique est rejetée.

Dans les campagnes, le système « de responsabilité » amène les paysans à signer avec l'État des contrats qui leur assurent, pour plusieurs années, l'usufruit des terres collectives. Désormais la notion de rentabilité l'emporte en ce qui concerne la production, les achats d'engrais et de matériel. En décembre 1985, les communes populaires disparaissent, de même que le monopole d'État sur les céréales. En même temps, la production augmente, régulièrement suivie par les revenus paysans : à l'efficacité du système « de responsabilité » viennent s'ajouter les effets de la « Révolution verte », qui repose sur l'usage accru des engrais, des pesticides et de la mécanisation : la récolte de 1984 dépasse 400 millions de tonnes. Mais la fin de la collectivisation comporte aussi des aspects négatifs : elle rend inutiles près de 200 millions de ruraux.

De leur côté, les ouvriers se trouvent eux aussi menacés par la réforme de l'industrie et le souci de rentabilité. On sait que les entreprises chinoises prennent en charge, traditionnellement, la sécurité sociale, les congés, et offrent la garantie d'un emploi à vie, voire même héréditaire. Le gouvernement chinois décide de conserver l'ensemble de ces acquis mais crée cinq zones économiques à statut particulier, dans les provinces maritimes méridionales. Leur but est d'attirer les capitaux étrangers et former des cadres aux technologies occidentales nouvelles, comme l'informatique : la plus connue de ces zones est Shenzhen, à côté de Hong Kong. Dans le reste de la Chine, le secteur d'État doit toujours contrôler au moins 80 % de la production totale ; mais, au fil des années, des usines archaïques sont fermées, ce qui n'empêche pas les ministères de continuer à verser leurs salaires aux ouvriers licenciés.

En fait, les difficultés d'une réforme profonde apparaissent clairement à la fin des années 1980. Les paysans disposent bien de l'usufruit de leurs terres mais les exploitations restent minuscules : toujours deux à trois hectares, sans matériel moderne faute de capitaux. L'augmentation du prix des engrais freine les effets bénéfiques de la « Révolution verte » et on voit même apparaître la surproduction des céréales car l'alimentation commence à se diversifier. La Chine connaît désormais un exode rural motivé par le chômage d'une partie des paysans. Enfin l'écart se creuse entre les régions : les régions littorales à fort revenu s'opposent de plus en plus aux régions pauvres de l'intérieur. En ville enfin, l'inflation se développe dans des proportions alarmantes et les cas de corruption ont tendance à se multiplier.

À la fin des années 1980, la Chine atteint le milliard d'habitants. Mise en œuvre depuis plusieurs années, la politique de l'enfant unique transforme profondément les mentalités. Les effets des limitations des naissances font tomber la croissance de la population chinoise à 1,4 % par an et le pays compte un milliard deux cents millions d'habitants en 2000 ; les taux de croissance devraient décroître de manière nettement plus importante après 2005.

Les interrogations viennent une fois encore des étudiants, qui réclament la liberté de la presse et le pluralisme politique, reprenant les arguments de tous ceux qui souhaitent un assouplissement des régimes de l'Europe de l'Est. Des troubles ont lieu à Wuhan, Nankin, Shanghai ; l'agitation commence à gagner Pékin, où Deng Xiaoping se fait désormais menaçant et répond par l'immobilisme du 13^e congrès, en 1987. Deux clans se trouvent alors en présence : les « libéraux » se regroupent autour de Zhao Ziyang, les « orthodoxes » sont représentés par Chen Yun et Li

Peng. Ce dernier l'emporte : le contrôle de l'État sur les entreprises est rétabli, la politique de libéralisation interrompt. On commence alors, dans la presse chinoise ou internationale, à opposer deux Chines : la « Chine jaune » du Nord, des empereurs et de Confucius, et la « Chine bleue » du Sud, ouverte sur l'océan et les échanges internationaux.

Les massacres de Tian Anmen et la libéralisation

La crise véritable commence en avril 1989, alors que l'Europe de l'Est et l'URSS sont secouées par de graves convulsions. Des manifestations d'étudiants éclatent à Pékin après la mort de Hu Yaobang, ancien responsable des Jeunesses communistes dont les velléités libérales avaient entraîné la chute : on demande sa réhabilitation officielle et la démocratie. Dans un article du *Quotidien du Peuple* en date du 26 avril, Deng Xiaoping dénonce les « fauteurs de troubles » ; le lendemain, un rassemblement mobilise 100 000 étudiants, et le mouvement, discrètement soutenu par Zhao Ziyang, fait tache d'huile. Une sorte de forum permanent est installé sur la place Tian Anmen, où une partie des manifestants commence une grève de la faim au cours du mois de mai. Le 15, tout cela perturbe la visite officielle de Mikhaïl Gorbatchev, qui vient précisément renouer le dialogue avec la Chine. Zhao Ziyang est désavoué publiquement et, le 20 mai, Li Peng proclame la loi martiale. L'armée de libération tient quand même à conserver intacte son image et reste attentiste plusieurs jours, espérant que les derniers grévistes de la faim vont évacuer d'eux-mêmes la place. Mais ceux-ci tardent à le faire ; dans la nuit du 4 au 5 juin, l'armée investit Tian Anmen et les chars écrasent les tentes sous lesquelles se tiennent les derniers manifestants. L'émeute qui s'ensuit est réprimée à balles réelles. On déplore un grand nombre de victimes, peut-être 2 500. Les autres grandes villes chinoises ont réussi à éviter les troubles graves, en particulier Shanghai, dont le maire, Jiang Zemin, devient secrétaire du Parti.

En fin de compte, le massacre de la place Tian Anmen constitue le point de départ d'une reprise de la libéralisation. Deng Xiaoping réussit à expliquer l'action répressive à la faveur des événements qui secouent l'ancien bloc soviétique hérité de Yalta : effondrement des systèmes socialistes d'Europe de l'Est après décembre 1989, puis de l'URSS elle-même au cours de l'année 1991. L'armée de libération aurait évité la même aventure, incluant le désarroi et la misère qui en sont résultés, au peuple chinois. Mais en 1992, Deng Xiaoping accomplit une sorte de grande tournée d'inspection dans les régions méridionales ; il remarque et apprécie le développement spectaculaire des zones économiques à statut d'exception, ainsi que de Shanghai, et commence à utiliser l'expression d'« économie socialiste de marché ». C'est autour de cette idée générale que Jiang Zemin rassemble désormais l'équipe dirigeante.

Les difficultés sociales ne subsistent pas moins et ont même tendance à se développer. La Chine connaît elle aussi des licenciements, plus ou moins masqués, et des retards de versements de salaires. Lorsque Deng Xiaoping meurt en 1997, sa succession va pourtant sans difficultés. Il est vrai que les retours à la Chine des enclaves de Hong Kong, puis de Macao, constituent un symbole important, d'ailleurs bien exploité, qui confère à l'équipe dirigeante un regain de prestige.

Entre 1980 et 2000, le taux de croissance de l'économie oscille autour de 10 %. La Chine apparaît désormais comme une puissance industrielle : cent millions de Chinois sont des ouvriers, qui permettent à leur pays de produire 95 millions de tonnes d'acier, ce qui lui confère le deuxième rang mondial après le Japon. L'agriculture semble avoir écarté les risques de famine et même de malnutrition. Les transports intérieurs ont fait l'objet d'une modernisation régulière, incluant la construction de nouvelles voies ferrées et l'électrification de la plupart d'entre elles. Le commerce extérieur et la marine marchande se trouvent également en constante progression depuis les années 1980. Au seuil du XXI^e siècle, les grands travaux hydrauliques font toujours l'orgueil de la Chine, qui les présente au reste du monde de façon spectaculaire : c'est le cas en particulier du barrage réalisé sur le Yangzi à Sanxia, les « Trois Gorges », de 175 m de haut et près de 2 km de largeur. Il doit fournir près de 20 000 mégawatts grâce à 26 turbines en 2009 et rend possible la navigation de péniches à très grand gabarit sur le Yangzi.

Reste le problème d'une population importante, dépassant le milliard d'habitants, et comparable à la seule population indienne. La Chine a connu un exode rural de grande ampleur, et qui n'est pas terminé : près de 200 millions de paysans pauvres, chassés des campagnes par la mécanisation, ont tenté de fuir vers la grande ville. N'y trouvant pas le travail attendu, ils s'entassaient dans certains quartiers des faubourgs où se forment de véritables villages de chômeurs, ceux des « émigrés de l'intérieur ».

Sur le plan international, l'effondrement de l'URSS et la fin de la Guerre froide ont amené la Chine à modifier sa théorie des Trois Mondes : seule l'hégémonie américaine subsiste ; mais les États-Unis sont aussi les meilleurs clients de la Chine, qui sait les ménager. Les bons rapports avec les États-Unis, même s'ils sont sujets à éclipses, ont été marqués par la visite officielle de Jiang Zemin en 1997. En ce qui concerne l'URSS, le vieux problème des frontières semble aujourd'hui réglé. Mais un certain nombre de sujets de conflits persiste : la Chine continue par exemple à considérer Taïwan comme une province qui a fait sécession. Cela n'empêche pas qu'un sentiment national, conciliable avec l'identité chinoise, se soit développé dans l'île. En 1996, l'élection d'un président de Taïwan au suffrage universel a même renforcé la légitimité de la grande île sur le plan international : son indépendance semble désormais incontestable, ce qui entraîne des difficultés avec les forces navales chinoises dans le détroit qui sépare les deux Chines.

Jean-Pierre Duteil

Mai 2004

Copyright Clio 2009 - Tous droits réservés

Bibliographie



La Chine
L. Bianco
Flammarion, Paris, 1994



La Chine au XXe siècle
M.-C. Bergère, L. Bianco et J. Domes
Fayard, Paris, 1990
2 volumes



La République populaire de Chine de 1949 à nos jours
M.-C. Bergère
Armand Colin, Paris, 1987



Mao et la révolution chinoise
Yves Chevrier
Casterman-Guinti, Paris, 1993



Le Parti communiste chinois au pouvoir
J Guillerma
Payot, Paris, 1979



La Chine au XXe siècle
A. Roux
Campus
SEDES, Paris, 1998